6. *Recommande* aux gouvernements des pays de la région qui sont touchés par la sécheresse d'envisager la création d'un organe intergouvernemental chargé de coordonner et d'appuyer les efforts déployés par lesdits pays pour lutter contre les effets de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles et pour faire face au problème que posent le redressement et le relèvement à moyen et à long terme;

7. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et les autres organismes compétents des Nations Unies, de confier, le plus tôt possible, la responsabilité de l'assistance auxdits pays de la région à un organisme approprié des Nations Unies qui sera financé au moyen de contributions volontaires, sera chargé de coordonner les activités du système des Nations Unies visant à appuyer les efforts de redressement et de relèvement desdits pays et qui fournira en outre une assistance directe aux gouvernements de ces pays pour les aider à coordonner les apports des donateurs et à renforcer les moyens nationaux et régionaux dont ils disposent pour atténuer les effets de la sécheresse à l'avenir et promouvoir un développement économique et social soutenu;

8. *Prie également* le Secrétaire général :

a) De mobiliser l'assistance internationale en faveur des populations victimes de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles dans les quatre pays intéressés;

b) D'envoyer d'urgence une mission interinstitutions à Djibouti, en Ouganda, en Somalie et au Soudan afin d'évaluer les besoins à moyen terme et à long terme des gouvernements de ces pays pour leurs populations victimes de la sécheresse;

9. *Prie en outre* le Secrétaire général de rendre compte au Conseil économique et social, lors de sa seconde session ordinaire de 1981, des résultats de la mission interinstitutions en ce qui concerne les besoins à moyen terme et à long terme des gouvernements intéressés et de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

84^e séance plénière
5 décembre 1980

35/91. Assistance aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse¹⁸⁷, établi conformément à la résolution 34/54 de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1979, en ce qui concerne les progrès réalisés dans l'application de toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée et du Conseil économique et social,

Ayant entendu la déclaration faite par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de

catastrophe devant la Deuxième Commission le 3 novembre 1980¹⁸⁸,

Prenant note de la déclaration du Commissaire aux secours et à la reconstruction de l'Éthiopie¹⁸⁹, qui a exposé les mesures prises par son gouvernement pour assurer des secours d'urgence aux régions du pays victimes de la sécheresse et en favoriser le relèvement, ainsi que la situation alimentaire critique pour l'année 1980/81,

Prenant note en outre de l'appel lancé dans le rapport de la récente mission des pays donateurs en faveur d'une assistance urgente aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse,

Prenant note avec satisfaction à cet égard des efforts continus du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial.

Prenant également note avec satisfaction des efforts résolus que fait le Gouvernement éthiopien, dans le cadre de sa campagne nationale de développement, pour atténuer les effets de la sécheresse et assurer l'autosuffisance alimentaire du pays,

Profondément préoccupée par la gravité de la situation alimentaire due à la sécheresse qui a dévasté les deux tiers du pays,

Rappelant que, malgré l'aide généreuse offerte à l'Éthiopie par les gouvernements des États Membres, les organismes des Nations Unies et les institutions bénévoles, la sécheresse persistante et périodique ainsi que d'autres calamités naturelles ont rendu extrêmement difficiles la reconstruction et le relèvement des régions victimes de la sécheresse,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse;

2. *Prie* le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que les autres organismes des Nations Unies, de poursuivre et d'intensifier l'aide qu'ils fournissent à l'Éthiopie, dans leurs domaines de compétence respectifs, pour ses efforts de secours et de reconstruction, en particulier pour l'application du Programme gouvernemental de réinstallation, et d'appliquer sans délai ni restriction les dispositions pertinentes des résolutions 3202 (S-VI), 3441 (XXX) et 31/172 de l'Assemblée générale, en date des 1^{er} mai 1974, 9 décembre 1975 et 21 décembre 1976, ainsi que des résolutions 1876 (LVII), 1971 (LIX), 1986 (LX), 1978/2, 1979/2 et 1980/2 du Conseil économique et social, en date des 16 juillet 1974, 30 juillet 1975, 6 mai 1976, 2 mai 1978, 4 mai 1979 et 16 avril 1980;

¹⁸⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Deuxième Commission, 36^e séance, par. 6 à 17.

¹⁸⁹ *Ibid.*, 42^e séance, par. 42 à 45.

¹⁸⁷ A/35/584.

3. *Fait appel* aux gouvernements des Etats Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'à toutes les institutions bénévoles pour qu'ils continuent et augmentent l'aide qu'ils fournissent au Gouvernement éthiopien pour son effort de secours, de reconstruction et de relèvement en faveur des régions victimes de la sécheresse;

4. *Demande* à tous les intéressés de s'assurer que l'assistance internationale fournie soit utilisée uniquement à des fins de secours et de relèvement;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, de faire rapport au Conseil économique et social, lors de sa première session ordinaire de 1981, et à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, sur l'application des paragraphes 2 et 3 ci-dessus et des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée et du Conseil.

84^e séance plénière
5 décembre 1980

35/92. Assistance au Tchad¹⁹⁰

A

ASSISTANCE POUR LA RECONSTRUCTION, LE RELÈVEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DU TCHAD

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 34/120 du 14 décembre 1979, relative à l'assistance pour la reconstruction, le relèvement et le développement du Tchad,

Tenant compte du rapport du Secrétaire général du 26 septembre 1980¹⁹¹ sur les raisons de la non-application de ladite résolution,

Profondément préoccupée par la destruction massive de biens et les graves dommages à l'infrastructure économique et sociale du Tchad causés par la dégradation progressive de la situation politique qui s'est caractérisée par un conflit armé durant les quatorze dernières années,

Affirmant le besoin urgent d'une action internationale pour venir en aide au Gouvernement tchadien dans ses efforts pour la reconstruction, le relèvement et le développement du pays,

Tenant compte de la préoccupation exprimée par les Etats Membres au sujet de la situation existant au Tchad et de l'intérêt qu'ils portent à un retour rapide du pays à des conditions de vie normales ainsi qu'à sa reconstruction et à son développement,

Considérant que le Tchad est dans une position particulièrement désavantageuse en tant qu'un des pays en développement les moins avancés, sans littoral et victime de la sécheresse,

Prenant note de l'appel urgent lancé à la communauté internationale par le Vice-Président de la délé-

gation tchadienne devant l'Assemblée générale le 10 octobre 1980¹⁹²,

1. *Loue et encourage* les efforts déployés par le Gouvernement et le peuple tchadiens pour la reconstruction, le relèvement et le développement du pays;

2. *Lance un appel pressant* à tous les Etats Membres, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions financières et économiques internationales, pour qu'ils apportent généreusement une aide d'urgence au Tchad, par des voies bilatérales ou multilatérales, afin de répondre à ses besoins de reconstruction, de relèvement et de développement;

3. *Prie* le Secrétaire général :

a) D'organiser un programme international d'assistance financière, technique et matérielle en faveur du Tchad pour lui permettre de faire face à ses besoins à court et à long terme en matière de reconstruction, de relèvement et de développement;

b) D'envoyer une mission au Tchad, dès que la paix y sera rétablie, pour étudier avec le Gouvernement ses besoins pour la reconstruction, le relèvement et le développement du pays, et de communiquer le rapport de cette mission à la communauté internationale;

4. *Prie* les programmes et les organismes compétents des Nations Unies — en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international pour le développement agricole, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance — de coopérer étroitement avec le Secrétaire général pour organiser un programme international efficace d'assistance et de faire rapport périodiquement au Secrétaire général sur les mesures qu'ils ont prises et les ressources qu'ils ont mobilisées pour venir en aide au pays;

5. *Lance un appel* à la communauté internationale pour lui demander de contribuer au compte spécial pour le Tchad qui a été ouvert sous les auspices du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes spéciaux d'assistance économique afin de faciliter le versement de contributions pour le Tchad;

6. *Invite* le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale et le Fonds international pour le développement agricole à attirer l'attention de leurs organes directeurs, aux fins d'examen, sur les besoins particuliers du Tchad et à rendre compte des déci-

¹⁹⁰ Voir également sect. X.B.3, décision 35/423.

¹⁹¹ A/35/488.

¹⁹² Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Séances plénières, 33^e séance, par. 36 à 109.